CHIFFRES CLES

1 872 M Population du Centre-Nord

493 954 Personnes Déplacés Internes (PDI)

286 989 58% Enfants PDI

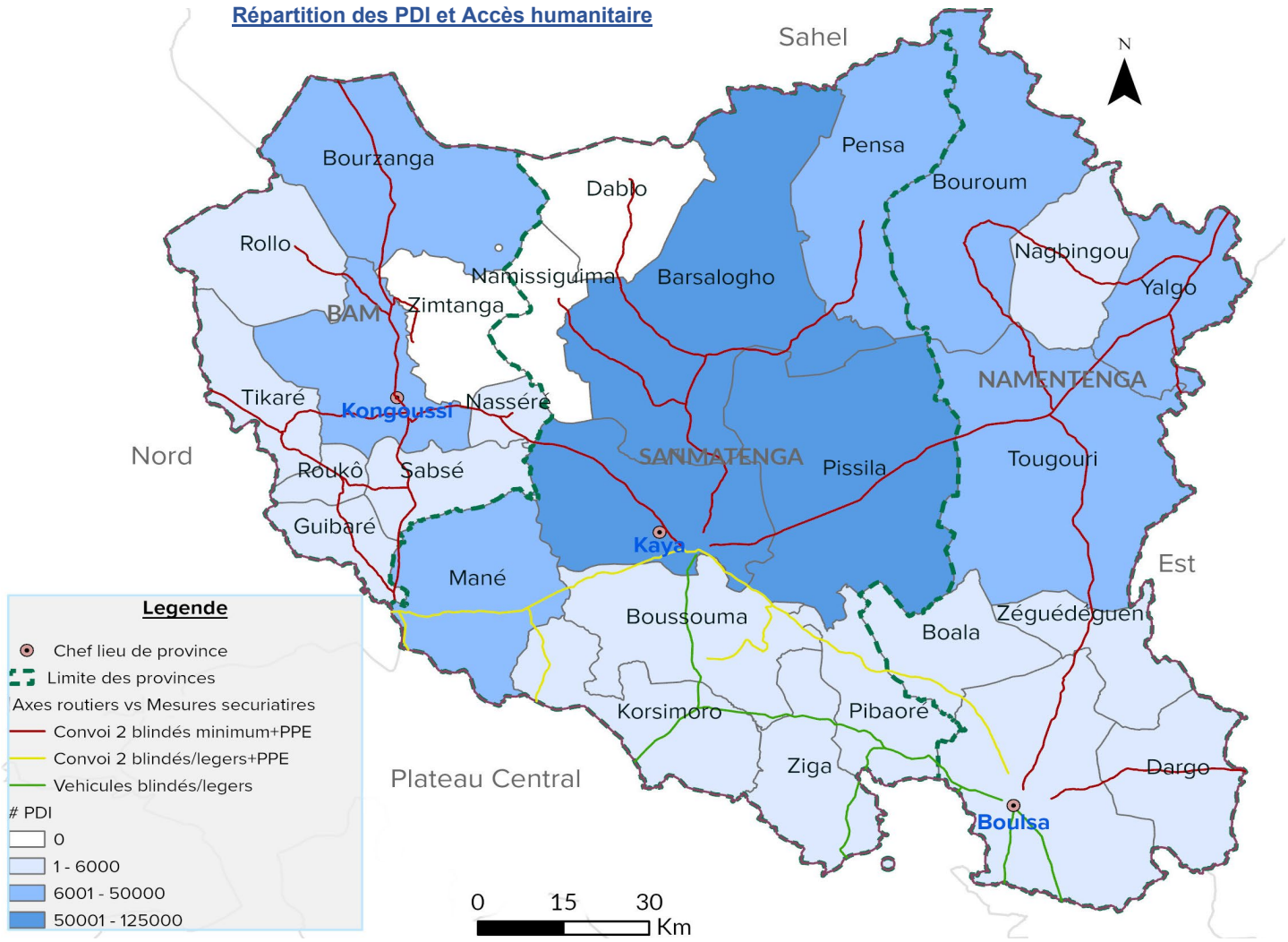
126 243 26% Femmes PDI

80 722 16% Hommes PDI

13 Partenaires

54 SAT&ZAD

Répartition des PDI et Accès humanitaire



CONTEXTE

La situation sécuritaire dans la région du Centre-Nord s'est fortement détériorée depuis janvier 2019. Cette détérioration continue s'est caractérisée par une augmentation des attaques et des menaces des Groupes Armés (GA) touchant l'ensemble des trois provinces de la région ainsi que **certains des axes routiers principaux de ravitaillement de la région.** En 2023, **509 incidents sécuritaires ont été recensés, entraînant 463 décès, 83 blessés et 50 enlèvements.**

Cette aggravation de l'insécurité a eu des conséquences graves sur la population, provoquant des déplacements massifs des habitants de plusieurs communes au cours des années précédentes. Les chefs-lieux de provinces (Kaya, Boulsa et Kongoussi) ont été particulièrement affectés par ces vagues de déplacements qui continuent du reste. Selon les dernières données publiées par le CONASUR, à **la date du 31 mars 2023** la région du Centre-Nord comptait **493 954** Personnes Déplacées Internes (PDI) enregistrées.

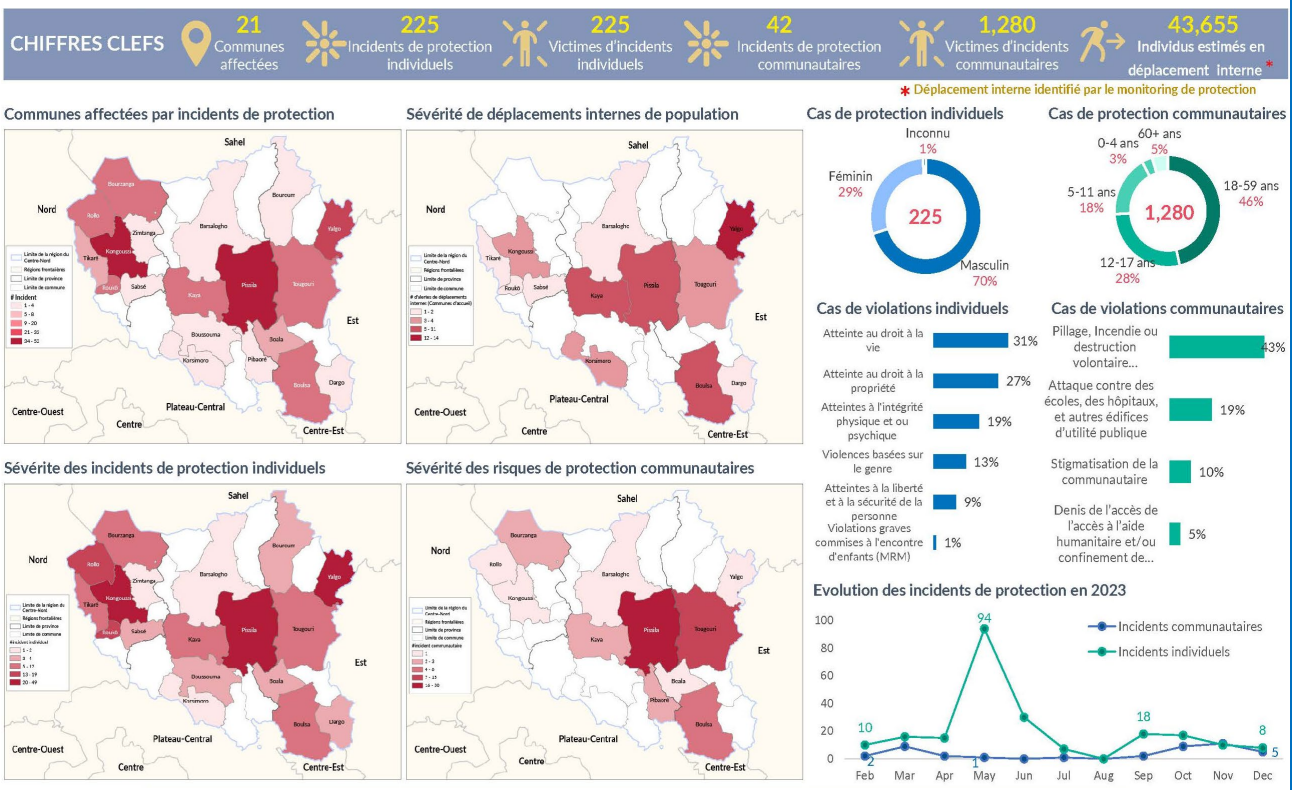
La détérioration de la situation sécuritaire se perçoit également à travers une augmentation significative du nombre d'incidents de protection individuel collectés dans le cadre du monitoring de protection qui passe de **196 cas en 2022 à 225 cas en 2023,** soit une augmentation de 13 %.
Les déplacements massifs de populations ont exacerbé les besoins humanitaires, mis à rude épreuve la résilience des populations civiles et la cohésion sociales face à la rareté des ressources et l'insuffisance des services sociaux de bases à partager.

Pour répondre aux besoins croissants identifiés des personnes pour lesquelles et avec lesquelles travaille le du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), la Sous-Délégation à Kaya a mis en œuvre les activités planifiées pour 2023 avec le soutien de **13 partenaires, dont 5 relevant du centre de cout de Ouagadougou, et 3 organisations à base communautaire dans le cadre de l'implémentation de la politique de Localisation.** Ces activités ont été menées en collaboration avec les services techniques de l'État sous la supervision des autorités, couvrant les trois provinces de la région ainsi que 26 des 28 communes qu'elle compte.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

SECTEUR	INTERVENTION
Protection	

Monitoring de Protection



Avec la détérioration de la situation sécuritaire au Centre-Nord tout le long de l'année 2023, environ **200 alertes sécuritaires et de protection ont été partagées.** Les activités de Monitoring de Protection ont permis de recenser plus de **225** incidents de protection individuel et **42** cas de protection communautaire ayant engendré **1280** victimes d'incidents communautaires.

Les communes les plus touchées par les incidents sont Kongoussi, Pissila et Yalgo. Plus de **43,655** personnes dénombrées dans le cadre du Monitoring de Protection ont été contraintes de fuir leurs localités de résidence habituelle pour principalement trouver accueil dans les communes de Kaya, Pissila, Yalgo et Boulsa. Les groupes armés (GA) demeurent les principaux présumés auteurs des violations de droits humains, englobant également **108** cas de Violences Basées sur le Genre (VBG) qui ont été référés aux acteurs de prise en charge.

En outre, **1,585 Personnes ayant des besoins spécifiques (PBS**) ont été identifiées parmi lesquelles 28% ont reçu une assistance directe et **82%** ont été orientées vers d'autres structures de prise en charge appropriées. Dans les localités couvertes, **726** cas individuels de protection ont été identifiés dont 38% ont bénéficié d'une assistance directe et 48% dirigés vers d'autres structures de prise en charge.

Par ailleurs, les besoins et les lacunes multisectoriels identifiés lors des missions de monitoring sur les sites et dans les villages d'accueil des Personnes Déplacées Internes (PDI) ont été partagés avec le Cluster Protection et l'Inter-Cluster régional en vue d'une intervention coordonnée. Cette collaboration avec les mécanismes de coordination inter-agence vise à garantir une réponse efficace et concertée face aux défis complexes auxquels sont confrontées les populations dans ces zones affectées par des conflits.

Documentation civile

En vue de renforcer la prévention de l'apatridie et d'améliorer l'environnement de protection des PDI et membres des communautés hôtes vulnérables la contribution du HCR dans la région a permis de délivrer :

- 2,575 jugements supplétifs d'acte de naissance ;
- 2,385 Cartes Nationales d'Identité et ;
- 54 certificats de nationalité.

Assistance juridique

Dans le but d'améliorer l'accès des personnes déplacées de force à la justice, le HCR a développé avec le partenaire MBDHP un projet autour de l'accès à la justice qui a permis de :

- Sensibiliser 2,100 personnes (PDI et hôte) sur les droits humains ;
- Assister juridiquement 47 PDI pensionnaires des Maisons d'Arrêt et de Correction de Kaya et de Kongoussi ;
- Conseiller et orienter 660 personnes sur les droits civils ;
- Apporter un appui conseil et la facilitation à deux (2) survivantes de VBG qui ont formulé une plainte en justice.

Logement, Terre et Biens (LTB)

En vue de garantir aux PDI un accès sécurisé à la terre pour l'agriculture et l'habitation, les activités mises en œuvre ont permis de mobiliser **57,92** ha pour la production agricole au profit de **121** ménages PDI et **2,19** ha pour le logement pour 94 ménages dans les communes de Boulsa, Kongoussi, Sabcé, Kaya, Korsimoro, Boussouma. Pour ces terres mobilisées, le processus de sécurisation est en cours de finalisation.
La mise en œuvre de ces activités a permis des avancées significatives dans la sécurisation foncière, favorisant l'accès à la terre et la résolution des conflits, tout en contribuant au logement des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans la région.

La sensibilisation et le Plaidoyer :

- Organisation de deux émissions radiophoniques touchant près de 1,800,000 personnes sur les droits LTB des PDI et la sécurisation foncière ;
- Réalisation de 10 sessions de sensibilisation et plaidoyer auprès des populations hôtes, incluant la société civile et les comités villageois pour un total de 458 participants, dont 63 femmes ;

Le renforcement des capacités :

- Formation de 36 acteurs humanitaires étatiques et non-étatiques (dont 07 femmes) sur la sécurisation foncière et les droits LTB ;
- Outillage de 55 représentants des autorités locales (PDS, CVD, coutumiers, OSC), dont 07 femmes, sur la mise en place des Commissions Foncières Villageoises (CFV) et Commissions de Conciliation Foncières Villageoises (CCFV) ;
- Formation de 19 agents des services fonciers ruraux des bureaux domaniaux (SFR/BD) sur la sécurisation foncière à travers la technologie MAST ;
- Formation de 84 membres de CFV, CCFV, SFR/BD, STD et autorités locales (dont 23 femmes) sur la sécurisation foncière, la prévention et la gestion des conflits fonciers ;
- Quatre sessions de formation pour outiller 140 représentants des autorités locales, y compris membres de délégations spéciales et propriétaires fonciers (dont 03 femmes) sur l'intégration locale des PDI.

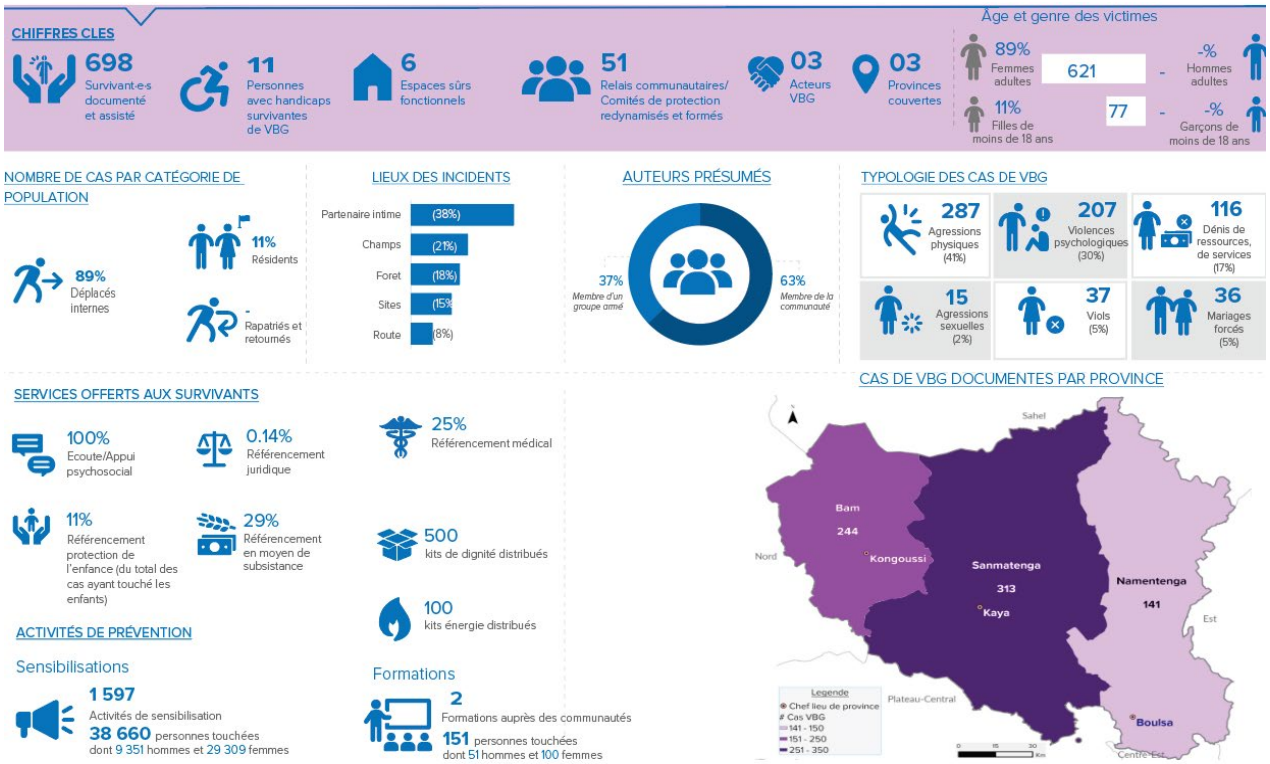
Cohésion sociale

A travers le projet d'appui au renforcement de la cohésion sociale dans la région du Centre Nord, les mécanismes endogènes au niveau étatique et non étatique ont été soutenus pour interagir avec les communautés dans le cadre de la prévention et de la gestion des conflits communautaires dans **10** communes de la région du Centre Nord. A cet effet, les capacités des réseaux communautaires composés de **60** comités inclusifs de protection soient **360** membres et de 60 membres appartenant à **10** observatoires départementaux de prévention et de gestion des conflits communautaires (ODEPREGECC) ont été renforcées. Sur cette base, un système de monitoring des droits humains et d'alertes précoces sur les tensions intercommunautaires a été constitué dans **10** communes et a permis de prévenir des tensions intercommunautaires, d'identifier 23 alertes de tensions intercommunautaires, de documenter les cas (individuels ou collectifs) et de les référer vers les ODEPREGECC pour être traités.

Dans le cadre des activités de prévention, **300** causeries éducatives ayant touché **9,000** personnes, **09** émissions radiophoniques de sensibilisation, **09** représentations de théâtre communautaire interactif sur la Paix et le vivre ensemble, **10** activités de volontariat au tour de la salubrité, **09** activités culturelles sur la Paix ont été réalisées. Il faut ajouter à cela, **90** rencontres intercommunautaires réalisées par le biais de **13** plateformes regroupant les comités de cohésion sociale, les ODEPREGECC et les autres structures endogènes de prévention/résolution des conflits ont été réalisées.

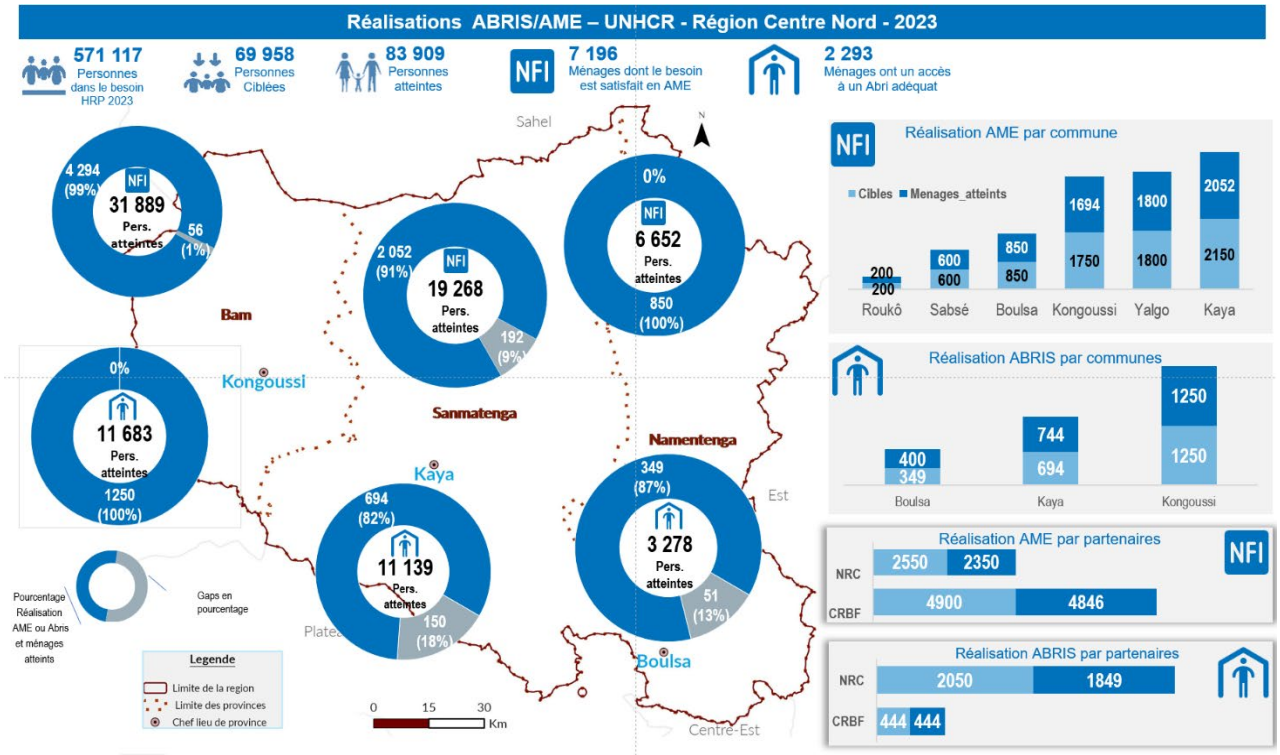
Violences basées sur le Genre (VBG)

En 2023, les actions du HCR et ses partenaires dans la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ont couvert dix communes dans les trois provinces de la région avec six espaces sécurisés dédiés aux femmes et aux filles. Au cours de cette période, **698 cas de VBG dont 11% d'enfants ont été documentés et pris en charge, dont 624 concernaient des femmes et des filles déplacées internes**. Les présumés auteurs desdits violences sont des membres de GA (**36,9%) et** des membres de la population civile (**63%),** dont des partenaires intimes.
L'analyse comparative des **tendances entre 2022 et 2023 révèle une augmentation de 5% des cas de VBG** pris en charge en 2023. Cette hausse pourrait s'expliquer par l'amélioration de l'accès aux services disponibles, facilitant ainsi la documentation des cas et la fourniture de services. Elle pourrait être due à une meilleure connaissance du circuit de référencement résultant de la vulgarisation de celui-ci ; aux efforts de renforcement de capacités et de sensibilisation communautaire (radios communautaires et autres).



Dans le but de renforcer l'autonomisation des survivantes, différentes activités ont été mises en œuvre. Ainsi, des formations axées sur l'éducation financière, les métiers porteurs, l'intermédiation, la cohésion sociale, et les solutions endogènes ont été dispensées au bénéfice de **100 femmes participant au "Projet Champ de la Paix".** Parallèlement, **100 autres femmes ont bénéficié de formations sur les Activités Génératrices de Revenus (AGR)** et ont reçu des fonds de roulement pour soutenir leurs projets respectifs. **7,074 femmes et filles** ont participé aux activités récréatives organisées dans les espaces sûres et dans la communauté. Ces initiatives visent à autonomiser les femmes et à favoriser leur participation active à la reconstruction sociale et économique de leur communauté.

Abris & AME



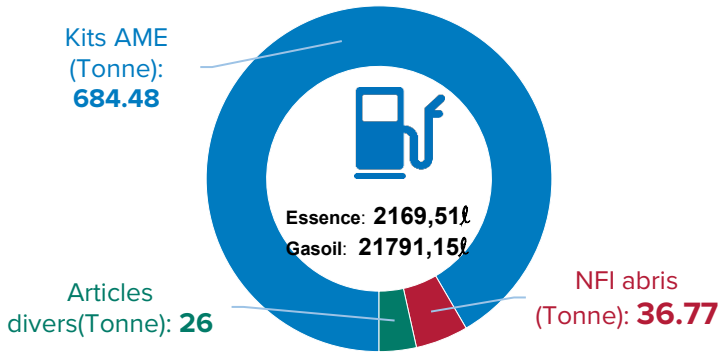
Les interventions du HCR en 2023 dans la région du Centre Nord ont contribué à améliorer les conditions de vie et de logement de **83,909 personnes déplacées internes soit 9,489 ménages,** à travers la construction de **2,293 abris** d'urgences et la distribution de **7,196 kits AME dont 3,100 Distribués à travers 4 interventions ERT (Action conjointe PAM/UNICEF/HCR) dans deux provinces.**

Ces résultats ont été atteints en collaboration avec les Services déconcentrés de l'Etat dont les Directions Régionales de l'Action Humanitaire et de l'Urbanisme, les partenaires, les leaders communautaires et les représentants des personnes affectées par la crise.

Supply/ Logistique

Avec une capacité de stockage de 2,160 m3 et un taux de rotation des stocks de 46%, les approvisionnements et les sorties des magasins AIRD ont été importants au cours de l'année. Les camions de la flotte du HCR ont été utilisés à hauteur de 25,25% des jours disponibles du fait de la réduction de l'accès humanitaire.
Sur un total de 747,25 MT transportés en 2023, 206 MT ont été fait par des prestataires privés contre 541,25 MT assuré par la flotte HCR sur base de 55 Ordre de transport (Transport and Issuing Order) émis.

Appui technique logistique et consommation carburant en 2023



Livelihood

Les interventions dans le but du renforcement des moyens de subsistance ont porté sur : le soutien au renforcement des techniques de production, le développement des compétences techniques et professionnelles, l'accès des PDI au marché du travail, ainsi que le soutien aux initiatives viables. Ces activités ont touché 4,702 bénéficiaires, dont 33% de femmes PDI et 10% de femmes hôtes. Les activités majeures de suivi et d'appui-conseil ont concerné plus de 81% des bénéficiaires.

- **Agriculture et Production :** Formation de 60 producteurs. Emblavement de 39,45 hectares ; Production de 69,25 tonnes de compost et 1,8187,75 kg de niébé.
- **Élevage** : Soutien de 120 unités pastorales (734 animaux) avec conseils et soins vétérinaires.
- **Appui aux Coopératives de Femmes** : Création de trois coopératives composées de 60 femmes, formées et équipées pour la production et la commercialisation d'attiéké.
- **Formation Professionnelle** : Coaching de 146 apprenants, dont 46 en stage.
- **Insertion Professionnelle :** Suivi de 187 apprenants, avec 66 auto-employés, 68 employés, et 53 placés en stage.
- **Initiatives des Jeunes :** Collaboration avec 6 business offrant 39 places pour des stages et un soutien financier.
- **Accès au Crédit et Services Financiers :** Financement de 4 dossiers collectifs par MUFEDE-B sur les 23 plans d'affaires élaborés. Un plan d'affaires financé par FAIJ à hauteur de 70,0000 FCFA pour un jeune apprenant en menuiserie bois.
- **Capsules Vidéos et Suivi :** Réalisation de 5 capsules vidéo sur les meilleurs projets.
- Suivi de **122 Activités Génératrices de Revenu (AGR)** mises en œuvre par 18 groupes bénéficiaires de prêts MUFEDE-B.
- Bénéfice de kits d'embouche ovine pour 14 femmes PDI (1 bélier, 4 brebis, 3 sacs de SPAI) avec des soins vétérinaires pour 70 animaux.

Centre de connectivité de Kouim-Kouli

A travers le centre de connectivité, nous avons organisé 99 sessions couvrant divers sujets tels que l'initiation à l'informatique, la bureautique, la sensibilisation sur les droits de l'enfant, les Violences Basées sur le Genre (VBG), la masculinité positive, le mariage forcé, etc.
Trois sessions de formation, dont une en ligne, ont été dédiées à la recherche d'informations sur internet, bénéficiant à 100 élèves et étudiants.

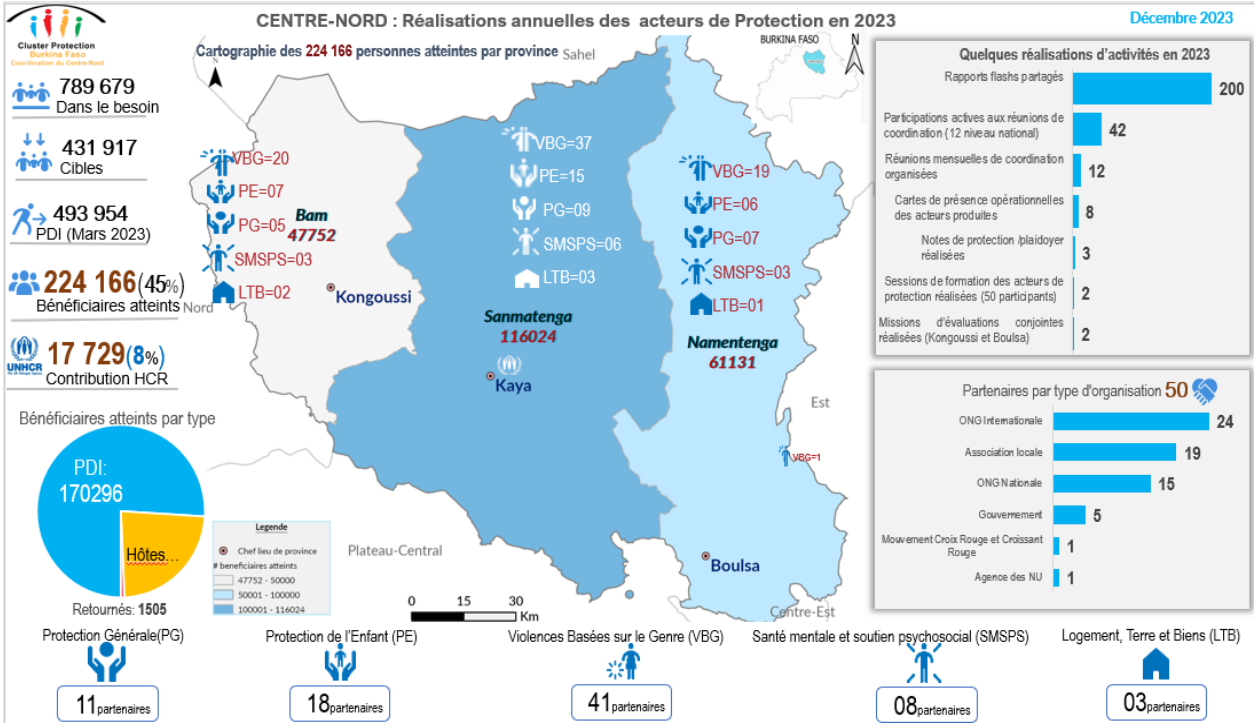
- La maintenance des équipements informatiques,
- La bureautique,
- L'électronique embarquée,
- L'Internet des objets (IoT),
- La photographie,
- La retouche d'images,
- L'infographie,
- L'installation d'antenne parabolique Canal+ et TNT,
- Les outils de communication en ligne,
- La visioconférence,
- Les outils collaboratifs,
- Le développement web (WordPress),
- La gestion de bibliothèque numérique,
- La collecte et l'analyse de données avec Kobotoolbox,
- L'énergie solaire,
- L'électricité du bâtiment.

Un groupe de 28 formateurs a été constitué pour renforcer les capacités des PDI et des membres de la communauté hôte. Ils sont encouragés à partager leurs connaissances au sein de la communauté, favorisant ainsi une diffusion plus large de ces compétences.

MECANISMES DE COORDINATION EXISTANTS

Clusters	Réalisations

Cluster Protection Burkina Faso – Coordination du Centre-Nord

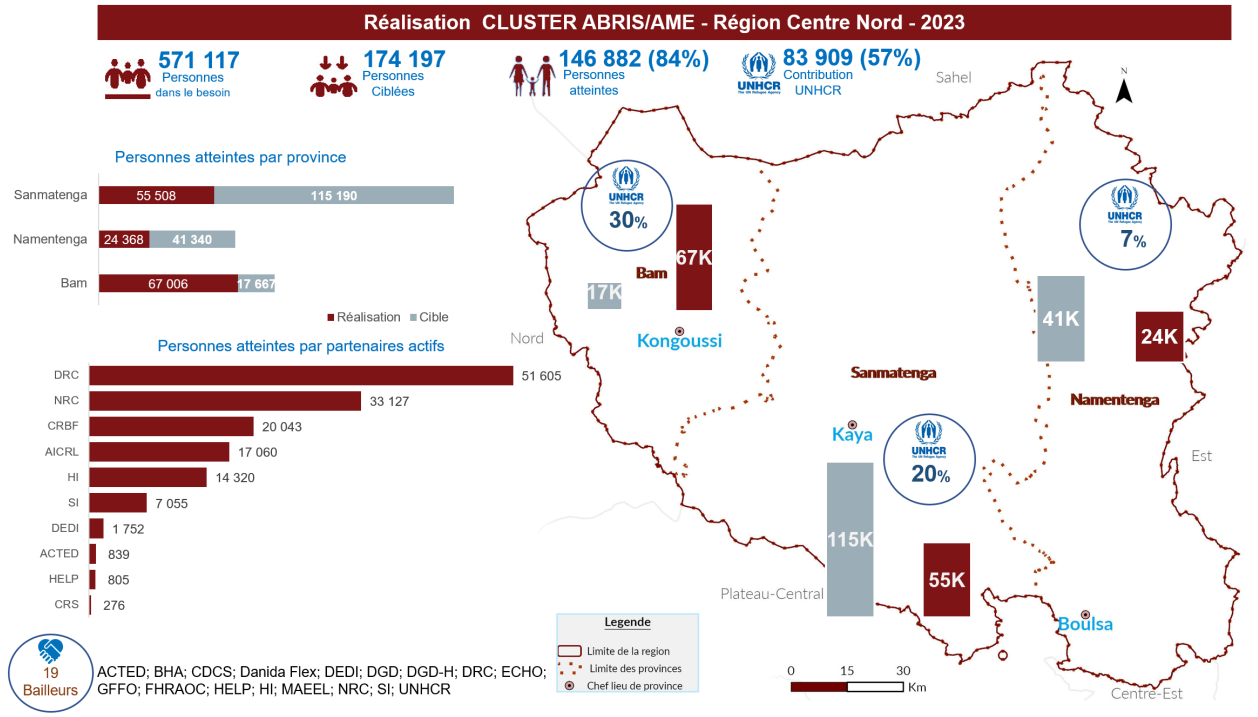


Les personnes dans le besoin de protection identifiées lors du processus d'évaluation des besoins humanitaires (HNO) pour 2023, ont été estimées à **789,679 personnes,** cependant, le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) n'a ciblé que **431,917 personnes pour bénéficier de la réponse humanitaire en 2023**. Au 31 décembre 2023, seulement **224,078 soit 45% des personnes qui ont été ciblées** ont bénéficié des activités de réponse auxdits besoins de protection (y compris tous les AoRs).

Quelques réalisations d'activités en 2023 :

- 12 réunions mensuelles de coordination organisées
- 08 cartes de présence opérationnelles des acteurs produites
- 03 notes de protection /plaidoyer réalisées
- 02 missions d'évaluations conjointes réalisées (Kongoussi et Boulsa)
- 2 sessions de formation des acteurs de protection réalisées (50 participants)
- 200 rapports flashs partagés aux acteurs humanitaires
- 42 participations actives aux réunions de coordination (12 niveau national)

CLUSTER ABRIS/AME Région Centre Nord

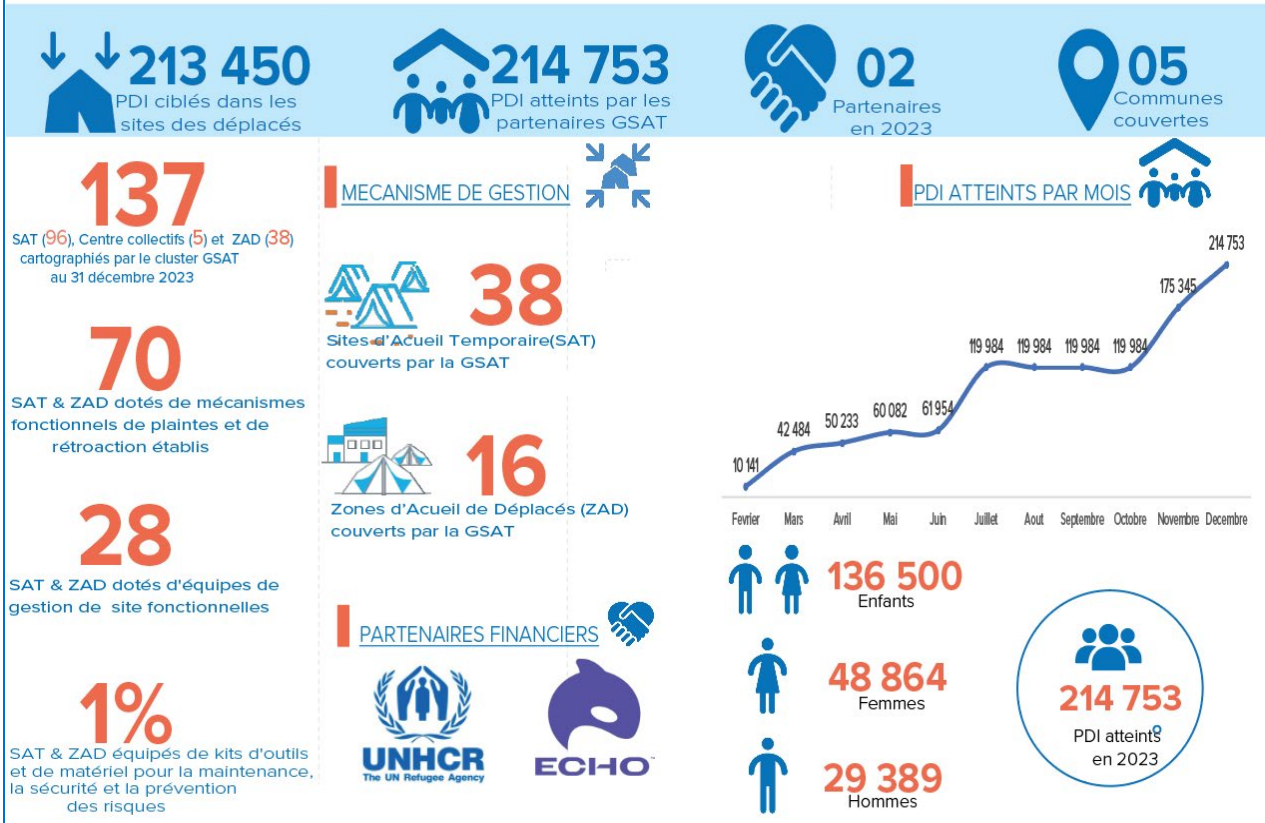


Sur les 571,117 personnes identifiées dans le besoin en assistance en Abri et AME dans la région lors du processus de planification humanitaire pour 2023, seulement **174,197 (soit 31%)** personnes ont été ciblées par le Plan de Réponse Humanitaire pour bénéficier de la réponse humanitaire en 2023. A la date du 31 décembre 2023, selon les données rapportées dans ActivityInfo, 146,882 (84%) personnes ont bénéficié de l'assistance humanitaire en abri/AME.

La contribution du HCR, Agence-Lead du Cluster Abris/AME est estimée a 57% du total de la réponse planifiée et apportée par les acteurs du secteur Abris/AME intervenant dans la région.

Par ailleurs, 23,903 ménages soit un total de 169,451 personnes ont été identifiées à travers 17 alertes comme étant dans le besoin en abris/AME dans les 3 provinces de la région. Ces besoins identifiés ont été couverts à hauteur de 37% (abris) et 54 %(AME).

BURKINA FASO GSAT SOUTIEN AUX COMMUNAUTÉS DEPLACÉES



Les activités liées à la Gestion de Sites et l'Autogestion des Sites Temporaires (GSAT) ont englobé diverses initiatives visant à renforcer la gouvernance communautaire et à assurer le suivi efficace du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ; le renforcement des capacités des comités communautaires mixtes, la sensibilisation, le profilage des sites, ainsi que la mise en place d'initiatives communautaires. Ces réalisations de l'année 2023 comprennent notamment :

La formation des acteurs humanitaires et gestionnaires de sites :

Soixante-quinze (75) agents de l'action humanitaire, des gestionnaires de Sites d'Accueil Temporaires (SAT),

Neuf (09) membres du personnel de l'ACTED ont été formés sur la coordination et la gestion des sites d'accueil temporaires, ainsi que sur les outils de collecte, de suivi et de gestion associés ;

Trente-cinq (35) membres de la communauté dont 13 femmes et 22 hommes formés sur les principes humanitaires, la protection des Personnes Déplacées Internes (PDI), et la prévention de l'exploitation et des abus sexuels ;

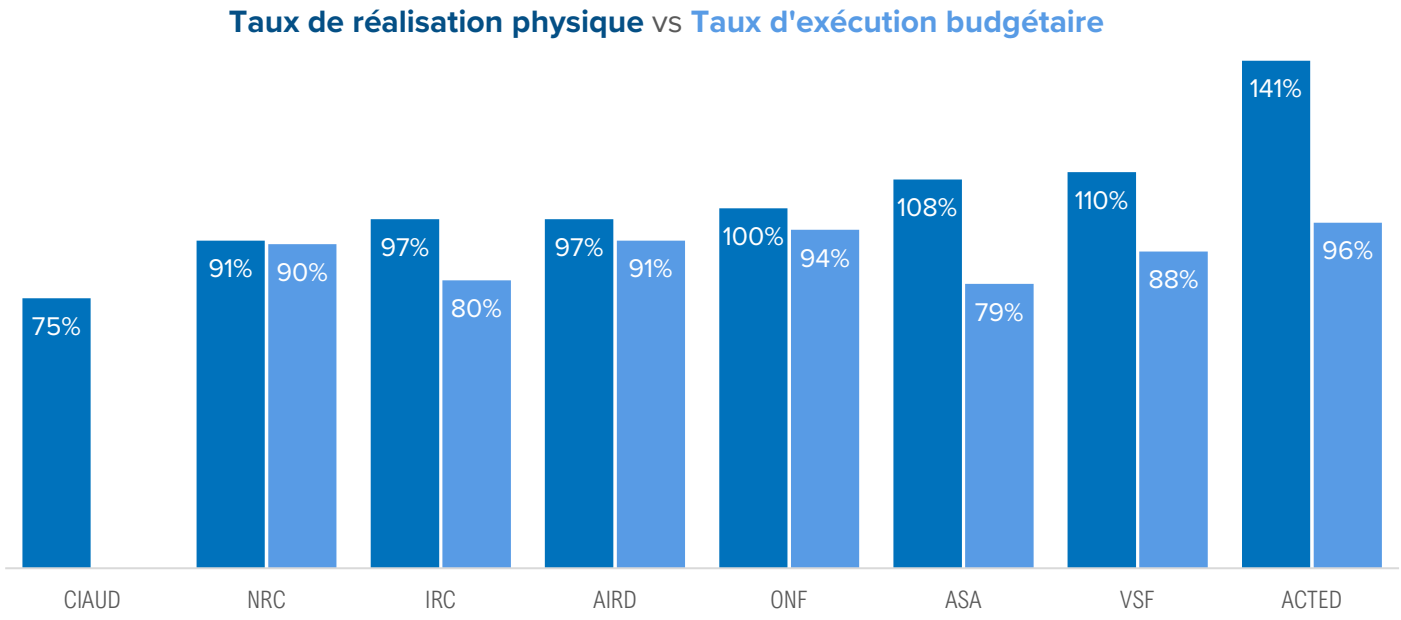
Cent (100) membres appartenant à 10 comités communautaires mixtes, dont 63 femmes, portant sur leurs rôles et responsabilités, la participation communautaire, la cartographie communautaire, le MGP, la sécurité du site, et la prévention des risques.

La gestion des plaintes : Mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes avec l'enregistrement et le traitement de 5,815 plaintes à Barsalogho, Kaya et Kongoussi.

La mise en place/redynamisation de structures : Établissement de 42 sites et zones d'accueil de déplacés dotés d'équipes de gestion de site fonctionnelles ; Création/redynamisation de 10 comités mixtes et/ou sectoriels ; Mise en place/redynamisation de 42 mécanismes de gestion de plaintes et de feedback.

Le financement d'initiatives communautaires : Financement de 10 initiatives communautaires au niveau des SAT et Zones d'Accueil de Déplacés (ZAD).

COORDINATION ET PARTENARIAT



La Sous-Délégation du HCR à Kaya a pleinement participé aux initiatives de "**delivery as one**" des Nations Unies, intégrant activement l'équipe intégrée du Système des Nations Unies (SNU) dans la région du Centre Nord au Burkina Faso. Cela s'est concrétisé par une collaboration active avec des agences telles que l'UNFPA, l'UNDSS, l'UNICEF, l'OIM, le PAM, le PNUD, OCHA, la FAO et l'OMS.
La Sous-Délégation a également représenté le HCR au sein de divers cadres de coordination humanitaire, y compris l'ICCG, la CIMCoord, le GCORR, les clusters (Protection, Abris/AME, GSAT), les domaines de responsabilité (AoR) et l'équipe de réponse aux urgences humanitaires (ERT) avec l'UNICEF et le PAM.

En étroite collaboration avec les structures décentralisées de l'État, la Sous-Délégation a signé des accords de partenariat avec 08 ONG dont 01 nationale et 07 internationales, couvrant les secteurs tels que la protection, la cohésion sociale, les VBG, l'abris/AME, la sécurité foncière, la résilience, l'inclusion économique, la GSAT, et le support logistique.

Dans le cadre de la stratégie de localisation, la Sous-Délégation collabore avec trois associations locales pour mettre en œuvre des projets dans les domaines de la VBG, de la cohésion sociale, du monitoring de protection, des abris/AME, etc.
Le niveau des réalisations physiques et financières respectivement de 87% et 77% au **30/11/2023** avec des efforts continus et l'organisation de 9 réunions mensuelles de coordination avec l'ensembles de partenaires.

Le HCR et les partenaires ont surmonté plusieurs défis notamment la suspension temporaire des activités de monitoring de protection, le retard dans la mise à disposition des fonds au nouveau partenaire CIAUD en lien avec les difficultés liées à l'utilisation du nouveau système PROMS. Les taux de réalisation par partenaire avoisinent les 100% au 31/12/2023.
L'Equipe Multifonctionnelle de Kaya joue un rôle clé dans le suivi de la mise en œuvre des activités à travers le partenariat, contribuant aux décisions importantes et collaborant activement avec le Bureau (BO) de Ouagadougou.

ADMINISTRATION

Le staffing de la SD de Kaya composé de staff nationaux et internationaux a connu un changement en 2023. Les staffs nationaux sont passés de 20 à 18 et les staffs internationaux de 10 à 7 soit une diminution de 30 à 25 staffs avec 22% de femmes contre 78% d'hommes.
Le budget ABOD de l'opération de la SD s'élevant à 787 398 USD, a été entièrement affecté avec succès à des charges telles que les services de nettoyage, la communication, les achats d'équipement ICT, les réparations et entretiens des moyens roulants, le transport des staffs, la maintenance des bâtiments, le service de sécurité.

Par ailleurs, la transition Module HR de MSRP vers Workday a été effective. Il faut ajouter à cela, la gestion effective des absences en collaboration avec le personnel et leurs superviseurs, l'amélioration de l'accueil et l'intégration des nouveaux collègues affectés à Kaya, le renouvèlement du matériel et mobiliers de bureau, le renforcement de la flotte de véhicules blindés, la commande et la mise à disposition des consommables de matériels informatiques y compris l'augmentation de la bande passante Internet.

Dans le cadre de la préparation et de la migration des données de MSRP vers Cloud ERP ainsi que la prise en main de l'outil, des sessions de formation ont été organisées à savoir, 01 session de formation du staff sur la gestion des avances opérationnelle dans MSRP, 02 sessions de formation module travel sur cloud ERP, 02 sessions de formation module cash advance sur cloud ERP et 01 session de formation et d'information RH sur la gestion des absences, le MI, gestion des carrières.
Pour terminer, des travaux ont été réalisés dans le but d'améliorer les conditions de vie et de travail dans les Bureaux du UNHCR Kaya et du ONE UN. Il s'agit notamment de la construction de hangars dans le parking extérieur ONE UN, de la création d'un espace cloisonné faisant office de bureau admin, de la réalisation d'un forage à pompe solaire et de la construction d'une salle de sport performante en cours de finalisation.

PRINCIPAUX DEFIS

- **Persistance de l'insécurité :** Certaines localités restent confrontées à des menaces des Groupes Armés (GA). Ce qui rétrécit l'espace humanitaire disponible.
- **Non disponibilité de données statistiques actualisées :** Le retard dans la mise à disposition des listes des PDI de délivrance d'assistances et de services sociaux de base entrave la réponse aux besoins des Personnes Déplacées Internes (PDI)
- **Augmentation constante des besoins de protection :** Les mouvements continus de PDI, notamment à Pissila, Boulsa, et dans les Sites d'Accueil Temporaires/Zones d'Accueil Durable (SAT/ZAD), génèrent une augmentation des besoins de protection.
- **Insuffisance des services holistiques :** Les structures de Prise en Charge (PEC) de Violences Basées sur le Genre (VBG) manquent de capacités pour assurer une réponse adéquate et holistique aux survivants(es).
- **Accès difficile aux énergies :** L'accès aux énergies, notamment le bois de chauffe, les foyers améliorés et le gaz butane, est limité dans les sites.
- **Accès difficile à la terre :** Obtenir un accès à la terre pour la construction d'abris d'urgence et durables pour les PDI et les communautés hôtes pose d'énormes difficultés.
- **Interdiction des interventions monétaires (CBI) :** l'assistance est apportée uniquement en nature à la suite de l'interdiction de la modalité d'intervention monétaire.
- **Besoins d'assistance et de protection grandissants contre des ressources qui diminuent :** Les déplacements forcés de populations avec leurs corolaires de violations de droits exacerbant les besoins de protection et d'assistance continuent dans un contexte où les ressources pour financer la réponse aux besoins d'assistance et de protection s'amenuisent.

PERSPECTIVES POUR 2024

Opérationnaliser l'approche Tri-Cluster :

- Mettre en œuvre de manière effective l'approche Tri-Cluster, favorisant ainsi une coordination renforcée entre les clusters Protection, Abri/AME, GSAT

Renforcer les partenariats opérationnels :

- Consolider les collaborations avec les acteurs clés, y compris les organisations gouvernementales, les ONG, les agences des Nations Unies, et d'autres partenaires humanitaires.

Renforcer les efforts de mobilisation des ressources :

- Renforcer la collecte et l'analyse des données sur les besoins urgents des PDI et diversifier des sources de financement.
- Explorer les partenariats avec le secteur privé, les institutions financières, et les bailleurs de fonds pour garantir un soutien financier adéquat aux besoins identifiés

Renforcer les initiatives communautaires de protection et de renforcement des moyens de subsistance :

- Poursuivre la mise en œuvre des programmes visant à renforcer la résilience communautaire, en mettant l'accent sur la protection des femmes, des enfants, et des personnes vulnérables.